



PHILIPPE TESSON

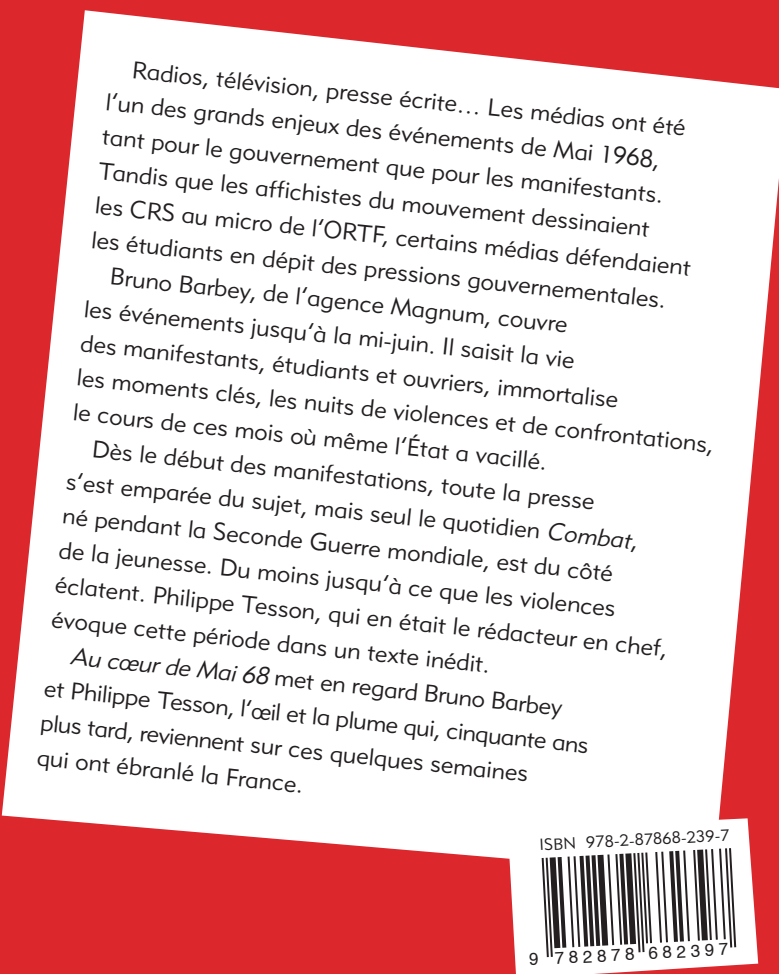
Philippe Tesson est tour à tour journaliste, éditorialiste, patron de presse et directeur de théâtre.

Après ses débuts au journal *Combat*, dont il devient rédacteur en chef de 1960 à 1974, vient la fondation du *Quotidien de Paris*, suivi du *Quotidien du médecin*, qu'il dirigera jusqu'en 1994, en même temps que les *Nouvelles littéraires*.

Passionné de théâtre, Philippe Tesson est critique dramatique depuis le début des années 1970, d'abord au *Canard enchaîné* puis à *l'Express*, désormais au *Figaro magazine*.

Directeur des éditions de l'Avant-Scène, il a repris depuis 2012 la direction du théâtre de Poche-Montparnasse.

Parallèlement, Philippe Tesson mène une carrière de chroniqueur et d'éditorialiste à la radio et à la télévision, et partage aujourd'hui ses éditoriaux sur les ondes de Radio classique et sur le site du *Point*.



Radios, télévision, presse écrite... Les médias ont été l'un des grands enjeux des événements de Mai 1968, tant pour le gouvernement que pour les manifestants. Tandis que les affichistes du mouvement dessinaient les CRS au micro de l'ORTF, certains médias défendaient les étudiants en dépit des pressions gouvernementales. Bruno Barbey, de l'agence Magnum, couvre les événements jusqu'à la mi-juin. Il saisit la vie des manifestants, étudiants et ouvriers, immortalise les moments clés, les nuits de violences et de confrontations, le cours de ces mois où même l'État a vacillé.

Dès le début des manifestations, toute la presse s'est emparée du sujet, mais seul le quotidien *Combat*, né pendant la Seconde Guerre mondiale, est du côté de la jeunesse. Du moins jusqu'à ce que les violences éclatent. Philippe Tesson, qui en était le rédacteur en chef, évoque cette période dans un texte inédit.

Au cœur de Mai 68 met en regard Bruno Barbey et Philippe Tesson, l'œil et la plume qui, cinquante ans plus tard, reviennent sur ces quelques semaines qui ont ébranlé la France.

ISBN 978-2-87868-239-7



AU CŒUR DE MAI 68



LES ÉDITIONS DU PACIFIQUE



PRÉSENTÉ PAR

PHILIPPE TESSON

VU PAR

BRUNO BARBEY

LES ÉDITIONS DU PACIFIQUE



BRUNO BARBEY

Bruno Barbey est né au Maroc et détient la double nationalité suisse et française. Il a étudié la photographie et les arts graphiques à l'École des Arts et Métiers, à Vevey en Suisse.

De 1961 à 1964, il a photographié les Italiens en les considérant comme des acteurs évoluant sur une scène de théâtre dans le but de saisir l'esprit d'une nation.

Bruno Barbey a entamé sa relation avec Magnum Photos en 1964. Il en a été le vice-président pour l'Europe en 1978-1979 et président de Magnum international de 1992 à 1995. Durant cinq décennies, Bruno Barbey a photographié sur les cinq continents et couvert guerres et conflits au Nigéria, au Vietnam, au Moyen-Orient, au Bangladesh, au Cambodge, en Irlande du Nord en Irak et au Koweït. Son travail a été publié dans les plus grands magazines du monde entier et a fait l'objet d'une trentaine d'ouvrages. En 1999 le Petit-Palais, à Paris, a organisé une importante exposition des photographies de Bruno Barbey prises au Maroc sur une période de 30 ans.

En 2015-2016, La Maison européenne de la photo, à Paris, a montré son exposition rétrospective qui aujourd'hui parcourt le monde. À cette occasion, il a publié son livre-rétrospective *Passages*.

Bruno Barbey a reçu de nombreuses récompenses pour son travail, dont l'insigne de l'Ordre national du mérite. En 2016, il a été élu membre de l'Académie des beaux-arts de l'Institut de France. Ses photographies, exposées à travers le monde, figurent dans les collections de nombreux musées.



PAGE 4. Planche contact. Manifestation d'étudiants boulevard Saint-Germain (Paris, 6^e arrondissement), le 6 mai.

PAGE 6. L'École des beaux-arts (Paris, 6^e arrondissement), l'un des centres de création des affiches politiques de la période.

© Bruno Barbey / Magnum Photos, 2018 ▶ pour les photographies
© Philippe Tesson, 2018 ▶ pour l'introduction
© Pierre Busson, agence Maartin, 2018 ▶ pour la couverture
© Les Éditions du Pacifique, 2018 ▶ pour la présente édition

Direction éditoriale ▶ MCM

Édition ▶ Olivier Canaveso, Les Éditions de l'Après-Midi

Dépôt légal ▶ mai 2018

ISBN ▶ 978-2-87868-239-7

Photogravure ▶ Sopedi, France

Les Éditions du Pacifique

5, rue Saint-Romain, 75006 Paris

www.leseditionsdupacifique.com



PRÉSENTÉ PAR
PHILIPPE TESSON

VU PAR
BRUNO BARBEY

LES ÉDITIONS DU PACIFIQUE

« BEAUCOUP DE BRUIT POUR RIEN »

La France est mal à l'aise avec Mai 68. À la fois parce que l'événement reste difficile à déchiffrer et parce qu'il laisse une sorte de honte dans la mémoire collective. On n'en est pas très fier. Et d'ailleurs, l'hypothèse un moment évoquée après l'élection à la présidence de la République française d'Emmanuel Macron au printemps 2017 d'une commémoration de Mai 68 fit long feu.

Ce n'est pourtant pas que la littérature autour de cette page d'histoire ait manqué, bien au contraire. Mais curieusement, aucun ouvrage n'a véritablement fait foi qui apporte sur elle un regard décisif. On en est encore aujourd'hui à se demander si Mai 68 fut un psychodrame farfelu, une vaste insurrection démocratique ou une révolution ratée. En vérité, la contradiction entre ces diverses interprétations vient d'une incroyable erreur d'appréciation concernant l'état de la France d'alors. Il est convenu de dire que Mai 68 a surpris les gouvernants de l'époque, et non seulement les gouvernants, mais l'opinion. Eh bien cela est vrai. Nous qui avons 40 ans en mai 1968 pouvons en témoigner, ils n'ont rien vu venir; et pourtant, tout ce

qui s'était produit auparavant annonçait ce qui allait se passer et qui se passa en quelques semaines. En quelque sorte, tout était quasiment accompli avant mai 1968 de ce qu'allait produire Mai 68, tout était inscrit en promesse dans ce qui allait se vérifier et se concrétiser. Et l'on ne s'en rendait pas compte alors! Que voulons-nous dire? Que cette révolution qui permit à la France de se mettre à l'heure du monde après la Seconde Guerre mondiale était déjà en marche depuis des années lorsque survint Mai 68. On a tôt oublié que cette insurrection étudiante se situe au cœur de l'histoire de la France des Trente Glorieuses, cette France industrielle et ouvrière, qui vit la montée en puissance des nouvelles classes moyennes, une France portée par une fière croissance, armée à un état fort, centralisateur et modernisateur. On a trop tôt oublié que quelques années auparavant, avec la fin de l'Algérie française, de Gaulle avait clos la page de la république coloniale au prix d'une profonde occultation historique, au prix de plaies profondes et de violents ressentiments qui ne



ressurgirent que lentement. Bref, on a oublié qu'à l'époque, la France vivait en paix et dans la prospérité. Toute la société semblait alors embarquée dans le mouvement uniforme de la modernité, basculant à grande vitesse dans l'ère des villes, du tertiaire et de la consommation de masse, avec ses mille frustrations, sa médiocrité banale et son manque d'héroïsme.

On veut dire par là que si révolution il y eut, elle avait commencé bien avant 1968. Elle fut calme, pacifique, et dura encore quelques années plus tard. Mai 68 ne survint qu'accessoirement, comme un appendice inattendu qui donne sa couleur à un cha-

pitre d'histoire en cours d'écriture. Telle est l'hypothèse que nous choisissons de retenir pour évoquer, cinquante ans après, un événement qui malgré son caractère subsidiaire n'en reste pas moins passionnant du fait de sa théâtralité.

Et puisque nous sommes au théâtre, place d'abord aux acteurs. Qui étaient-ils? Mai 68 fut le théâtre existentiel de la nouvelle jeunesse française, et c'est cela qui est resté dans les imaginaires, au point que l'on s'étonne encore de cette folie qui débuta sous la forme d'une révolte spectaculaire pour aboutir au triomphe électoral conservateur de juin, le tout en quelques semaines. La France de

1968 était une France démographiquement jeune, incroyablement jeune. Cinquante ans après, on a oublié ce que peut être un pays de jeunes. Près d'un Français sur trois avait moins de vingt ans, en un temps où la majorité légale était encore fixée à 21 ans. La France comptait alors huit millions de jeunes entre 16 et 24 ans. La France de Mai était un vieux pays dépendant de ses jeunes. Que voulaient-ils, ces jeunes qui, irrévérencieusement, clameraient : « Adieu de Gaulle, adieu de Gaulle ! » sans écouter son allocution décisive du 24 mai, au plus fort de la crise. Que voulaient-ils réellement? Cette question ne cessa d'obséder le vieux général. Il y vit une « crise de civilisation ». Même lui abusait déjà de ce mot ! Était-ce plutôt une révolution? Un défoulement? Un psychodrame, comme tranchera rétrospectivement Raymond Aron? Oui, le mot est assez juste. Ce fut une revendication en forme de charivari. Les insurgés de Mai n'étaient pas prêts à assumer la direction du pays. Ils n'étaient prêts d'ailleurs à assumer aucune forme de responsabilité politique. À l'origine, leur première ambition, insouciante et insolente, était d'installer le droit des adolescents à tout contester.

Ils étaient, pour emprunter un mot au vocabulaire littéraire et psychologique, mais un mot qui résume bien la vérité et la spontanéité de l'événement, ils étaient l'humeur du pays, c'est-à-dire un confus désir de libération et d'émancipation qu'avait fait naître le contexte idéologique de l'époque (gau-

chisme, tiers-monde, guerres coloniales, guerre froide, etc.). Il était normal, cela s'inscrivait dans la tradition universelle, que les jeunes, et particulièrement les étudiants, fussent à l'avant-garde de ce mécontentement et qu'ils en fussent les interprètes. De même ne s'étonnera-t-on pas que dans la France d'alors, les forces politiques souterraines qui s'étaient développées tout au long de la IV^e République aient rapidement saisi l'occasion de s'associer à l'agitation étudiante avec la secrète intention de l'encadrer et d'en tirer un bénéfice stratégique. Ce fut le même calcul qui, dans les semaines qui suivirent le début du mouvement, vint à l'esprit de la classe politique de gauche puis du milieu syndical. On n'oubliera pas, d'autre part, de compter parmi cette cohorte improvisée et multiforme nombre de Français qui, dès les premiers jours, manifestèrent non pas vraiment leur soutien mais leur sympathie à cet élan de jeunesse pour ce qu'il avait d'inoffensif, d'informel et de généreux. Ces appuis venaient essentiellement d'esprits libres et de sensibilités libertaires. On les rencontrait surtout dans les milieux intellectuels, enseignants, artistiques, chez des étudiants non engagés, au sein d'une droite ou d'une gauche affranchies, bref dans une population dont le lectorat de journaux comme *Combat* définit assez bien le profil.

Donc, un jour du printemps 1968, la France se souleva. La France? Aimable plaisanterie! Une poignée d'adolescents, pour la



CI-CONTRE.

Un manifestant lecteur de *Combat*, à Paris, le 15 juin.

PAGE 12. Après le meeting étudiant, l'amphithéâtre Richelieu de l'université de la Sorbonne (Paris, 6^e arrondissement) se transforme en dortoir, le 28 mai.

PAGE 17. Devant l'université de la Sorbonne (Paris, 5^e arrondissement), une jeune femme lit l'édition du 3 mai de *France Soir*. À la une, « La Sorbonne bouclée par d'importantes forces de police ».

PAGE 18. Les murs de l'université de la Sorbonne (Paris, 5^e arrondissement) se chargent de slogans.



plupart enfants de petits-bourgeois, connotés socioculturellement, idéologiquement et géographiquement. Une infime minorité démographique, électoralement nulle, mais qui va menacer en quelques jours l'équilibre du pays autour d'une cause sectorielle – la jeunesse – à partir d'un incident insignifiant. Que l'étincelle ne vint pas de la jeunesse, voilà qui eut été surprenant. La jeunesse du monde était en ébullition depuis vingt ans. Elle communiait dans des expressions contestataires dont la guerre du Vietnam et la dénonciation de l'impérialisme américain étaient les cibles privilégiées, sous la bannière du gauchisme, qui était le fruit d'une convergence entre un marxisme critique et des aspirations libertaires. Les révolutionnaires changeaient d'idoles et se divisaient en chapelles rivales : c'était Trotsky contre Staline, ou Che Guevara et Castro contre Lénine et la Chine de Mao...

L'université était l'incubateur de cette effervescence, partout dans le monde, de Berkeley à Berlin, de Prague à Istanbul, de Rome à Tokyo. Si le Mai français prit une ampleur inédite, c'est parce qu'en France l'université était une institution aux pieds d'argile, à la fois centralisée, hiérarchisée, sclérosée et éparpillée dans de nombreuses facultés. La question de l'avenir de la jeunesse, qui préoccupait jusqu'au sommet de l'État, se concentrait autour du problème universitaire. De tous les pays occidentaux, la France avait connu la massification de l'enseignement la

plus rapide. Entre 1958 et 1968 la population étudiante était passée de 200 000 à 500 000. Déjà, en 1959, Aron prédisait : « Deux phénomènes sont en train de bouleverser la nation française dans ses profondeurs : l'augmentation de la natalité, l'accroissement du taux de scolarité. » Et, déplorant la grande misère de la Sorbonne, il concluait : « Il y a quelques centaines de places dans la bibliothèque de la Sorbonne et il y a quelques milliers d'étudiants. » Désabusé, il renonça à enseigner à la Sorbonne quelques mois avant Mai.

Et pourtant les pouvoirs publics n'étaient pas restés inactifs. Ainsi, dès les débuts de la V^e République, le 20 novembre 1963, de Gaulle fit en Conseil des ministres une déclaration solennelle : « Il est nécessaire que les étudiants soient acheminés vers des filières qui déboucheront sur des avenues et non sur des impasses. » Orientation, sélection : les termes du débat autour de l'inextricable question universitaire étaient déjà figés depuis longtemps. On voit ce qu'il en est encore de nos jours. À la rentrée 1967, le gouvernement engage la réforme visant à instaurer la sélection. Sélection, le mot tabou ! Le mélange détonnant était prêt. Il fallait le chaudron. Ce serait Nanterre.

En 1962, on avait décidé d'installer une université aux portes de Paris afin de délester la Sorbonne. L'endroit retenu fut le plus ingrat que l'on pût imaginer, au cœur d'un bidonville indigne. Signe prémonitoire ? La gare SNCF qui la desservait se nommait « La

Folie-Nanterre ». Le lieu devint rapidement le laboratoire de l'université nouvelle où se retrouveraient les maîtres à penser de 1968, d'Alain Touraine à Henri Lefebvre. Sur les 11 000 étudiants, un carré de 130 militants d'extrême-gauche allait tout faire basculer. Dans ses souvenirs sur la révolution de 1848, Tocqueville notait : « Ce sont les gamins de Paris qui d'ordinaire engagent les révolutions, et ils le font en général allégrement comme des écoliers qui vont en vacances. » C'est ainsi que tout commença à Nanterre. La scène inaugurale fut le chahut qui accompagna le déplacement du ministre de la Jeunesse et des Sports venu inaugurer la piscine de la résidence pour étudiants le 8 janvier 1968. Ce jour-là surgit, tel un diable sorti de sa boîte, un malicieux agitateur libertaire, étudiant en sociologie : Daniel Cohn-Bendit, né à Montauban en 1945 mais de nationalité allemande. Tout un symbole. Il interpelle le ministre François Missoffe : « J'ai lu votre *Livre blanc sur la jeunesse* : vous ne parlez même pas des problèmes sexuels des jeunes... » Scandale ! Le ministre lui conseille de plonger dans la piscine pour calmer ses ardeurs. « Réponse hitlérienne ! » rétorque l'intéressé. Le décor de Mai 68 est planté. Ce fameux livre blanc visant à faire émerger les besoins et les aspirations de la jeunesse participait d'une vaste opération de communication gouvernementale. Ce fut un fiasco. Et tout au long de l'année 1967, dans les facultés, le règlement intérieur interdisant

aux étudiants de se rendre dans les dortoirs des filles fut boycotté.

Pourquoi le chaudron de Nanterre prit-il une pareille ampleur ? Dépassé, épuisé, le doyen Pierre Grappin, ancien résistant et germaniste, avait tout fait pour réussir l'utopie de l'université nouvelle de Nanterre. À l'issue d'une grève en novembre 1967, il avait même accepté que l'organisation des enseignements fit l'objet d'une « cogestion » avec les étudiants. Mais face à l'agitation permanente orchestrée par une centaine de militants, il ne parviendrait pas à maintenir sa faculté bouillonnante en état de fonctionner. Grappin est le symbole de cette rupture générationnelle entre le monde des résistants d'hier et la jeunesse libertaire. Le 26 janvier 1968, interrompu et insulté pendant qu'il fait cours, il se résigne à appeler la police.

« Valsons la Grappignole /

Flics en civil, murs en béton ! »

Le 14 février, Saint-Valentin, c'est la « grève des résidents » avec des saccages, des violences, à Nanterre comme dans d'autres cités universitaires de France. La liberté de circuler dans les dortoirs devint pour les meneurs le moyen de rallier les étudiants les moins politisés ! Le pouvoir recula sur le règlement intérieur des cités. Preuve fut faite que la révolte paie...

C'est alors que survint la journée du 22 mars. Sous un prétexte mineur, Cohn-Bendit parvint à rassembler six cents étudiants dans un amphithéâtre : il harangua



et envoûta l'audience, en quête d'une action spectaculaire. Occuper la tour administrative et décréter le pouvoir étudiant ! Ce soir-là, tout fut remis en cause : le capitalisme et le communisme, l'université, la société... Le « Mouvement du 22 Mars » était né dans la Salle du conseil de Nanterre, en hommage au « Mouvement du 26 Juillet » de Fidel Castro. La grande palabre avait commencé et allait se répandre, comme dira Aron. Pour sa part, Michel de Certeau, dans *Études*, la revue des jésuites, s'en émerveilla : « On a pris la parole comme on a pris la Bastille en 1789. »

En arrière-plan de cette parole, l'agitation méthodique et organisée gagna du terrain. Le doyen Pierre Grappin, perdant tout contrôle, se résigna à la suspension des cours le 28 mars. « On a dépassé le stade de la contestation, dit-il au ministre de l'Éducation. On en est à celui de la pré-révolution... » La première fermeture de Nanterre fut brève, mais elle servit de répétition générale : l'agitation se déplaça à la Sorbonne. Le 1^{er} avril, nettoyée de tous ses graffitis, Nanterre rouvrait. C'étaient les vacances de printemps. Un *modus vivendi* fut alors trouvé entre les « enragés » et l'administration. Grappin reprit espoir. Vite réapparurent sur les murs les graffitis qui, avec leurs slogans, feront la signature de Mai 68. Les incidents étaient quotidiens : interruption des cours, altercations, manifestations, boycott des examens. Les libertaires de Nanterre, faculté sans tradition syndicale, imposèrent leur sens de

la mise en scène et de la provocation. Une chose est sûre : un trotskysme doctrinaire n'aurait pas suffi à donner une telle ampleur au mouvement.

« J'ai de graves ennuis avec un rouquin », déclara Alain Peyrefitte le 1^{er} avril lors d'un dîner chez Wladimir d'Ormesson. Et ses ennuis ne faisaient que commencer. Il eût été possible, par exemple, de se débarrasser de Daniel Cohn-Bendit. Il était dans le collimateur de l'État depuis le 8 janvier 1968. Le ministre de l'Éducation nationale avait parfaitement distingué la capacité de nuisance du meneur de Nanterre : « La seule façon d'agir, c'est de frapper à la tête. La tête, c'est Cohn-Bendit. » On menaça d'expulser le voyou, il fit amende honorable, et on lui pardonna. À la tête de l'État, on comprenait mal ce qui était en train de se passer. Et puis on était habitué à ce climat de nervosité. L'université ne cessait de bouillir. On croit généralement dans la France d'aujourd'hui que le système de gouvernement imposé par de Gaulle était autoritaire. Il l'était dans ses affirmations, certes, mais moins qu'on ne pense dans ses applications. Il faut se rappeler que le climat social de l'époque était volontiers troublé, à l'instar du climat politique. Se rappeler que la majorité de droite gouvernait depuis les législatives de 1967 à une voix près seulement. Bref, on a assez dit qu'un peu plus d'attention et un peu moins de désinvolture de la part de la puissance publique auraient évité que le mouvement,

qui n'en était d'ailleurs pas un au sens propre du mot, ne dégénérât. « Qu'attend-on pour expulser Cohn-Bendit ? », demanda Pompidou le 27 avril. Sans doute l'extradition de « l'insaisissable rouquin » eut-elle changé le cours de Mai 68. Mais il était trop tard. Alain Peyrefitte n'avait pu obtenir l'aval de Fouchet, le ministre de l'Intérieur : il fallait d'abord passer par la lourde et longue procédure administrative émanant de l'université avant de procéder à l'extradition. Or, le passage en commission de Cohn-Bendit était programmé pour le 6 mai. Tout aurait déjà basculé.

Dans le déroulement du Mai français, le profil des personnalités mais aussi le poids des structures ont été déterminants. Rien n'aurait été aussi compliqué sans la distinction de juridiction floue entre l'université et les pouvoirs publics en matière de police. Alain Peyrefitte se heurta aux « franchises universitaires ». Mais les divisions au sein du gouvernement furent non moins importantes. Il y eut bien deux lignes au sein du pouvoir, l'une intransigente sur la question de l'ordre portée par le général de Gaulle en personne, et également défendue par le ministre de l'Éducation nationale, et l'autre accommodante, incarnée par Pompidou, par le ministre de l'Intérieur, Christian Fouchet, auparavant ministre de l'Éducation nationale, par le garde des sceaux, Louis Joxe, et par le préfet de Police de Paris, Marcel Grimaud, soucieux de ne pas voir le sang couler.

En même temps, les lignes de partage n'étaient pas aussi tranchées : de Gaulle lui-même, militairement attaché au maintien de l'ordre, rappelant à Fouchet qu'un ministre de l'Intérieur doit aussi savoir ordonner de tirer, n'a finalement jamais imposé l'usage de la force. Et le chef de l'État était soucieux de l'avenir de la jeunesse, même s'il concevait l'orientation comme une nécessité autoritaire. « Mais enfin ce Cohn-Bendit, qu'a-t-il pour lui ? » demanda-t-il à son ministre de l'Éducation, le 5 mai. « Il a un grand talent. Il est successivement badin, désinvolte, ange exterminateur des structures bourgeoises... c'est un révolutionnaire anarchiste rigolard. » Après bien des atermoiements, le pouvoir toutefois avait son plan : expulser Cohn-Bendit, nettoyer la « Casbah », le surnom que Peyrefitte donnait à Nanterre, et réformer enfin l'université. Mais l'heure était passée. Alors débuta le fameux mois de mai.

À la fin du mois d'avril, l'agitation était partout, mais ce n'était pas encore l'engrenage. Le 2 mai, le Premier ministre, quittant Paris dix jours pour un voyage officiel en Iran et en Afghanistan, est confiant. Georges Pompidou déclare à ses ministres : « Nous n'avons jamais été dans une situation aussi bonne : aucun risque de motion de censure, aucune agitation sociale. » Il n'y a que « vos enragés de Nanterre », dit-il à Alain Peyrefitte. Mais la question est en passe d'être réglée, à la condition que les universitaires « ne se dégonflent pas »...

Le gouvernement avait-il encore réellement la main? La stratégie de l'escalade et du harcèlement mise en œuvre par les « enragés » porte ses fruits lorsque les étudiants du Mouvement du 22 Mars s'en prennent physiquement à René Rémond. Le doyen Grappin est de nouveau acculé : il suspend une fois de plus les cours « jusqu'à nouvel ordre... » L'autorité montre le bout de son nez. C'est gagné! Les Nanterrois transportent leur action à la Sorbonne. C'est lancé!

La suite est bien connue. Le 3 mai, un meeting de solidarité avec Nanterre est organisé dans la cour de la Sorbonne. Il rassemble trois cents étudiants et se déroule selon un rituel établi. Puis la rumeur se répand : des militants d'Occident marcheraient sur la Sorbonne. Le coup de poing entre « rouges » et « fachos », autre rituel national. Mais, ce jour-là, il ne se produit pas. Toutefois, Jean Roche, le recteur de Paris, prend les devants : il en appelle aux forces de l'ordre et fait fermer la Sorbonne. Sans le vouloir, c'est lui qui provoque l'étincelle. Sorti des enceintes universitaires, le mouvement étudiant déborde subitement dans les rues de la capitale. Des affrontements de rue entre forces de l'ordre et manifestants éclatent au cœur d'un Quartier latin touristique et printanier. Ils sont d'une violence inédite depuis la fin de la guerre d'Algérie. C'est le premier vendredi de mai.

La répression attise l'incendie : plus de six cents interpellations, la comparution et la

condamnation à la prison ferme de manifestants – dont quatre étudiants. Le mouvement a ses martyrs. Les dirigeants trotskystes, Alain Krivine et Alain Geismar, agitateurs aguerris, sentent le vent qui monte. L'appel à manifester et à la grève est décidé pour le lundi 6 mai. En face, l'absence de Pompidou renforce le sentiment que le sommet de l'État tergiverse : les injonctions contradictoires entre mesures de fermeté et tentatives d'apaisement s'intensifient.

Le pouvoir se trouve également pris au piège d'un mode de communication vertical. Le contrôle de l'ORTF renforce l'impression de décalage dans l'opinion, qui bascule en faveur du mouvement étudiant. Dans son journal, Alain Peyrefitte note cette évolution sensible de l'opinion et s'inquiète de ce qu'il appelle « une solidarité passionnelle ». La presse stigmatise les violences policières, tandis que les radios dites « périphériques », parce qu'extérieures à l'ORTF, voient leur audience croître, en prise directe avec les événements. Jour après jour, les manifestations se succèdent. Le lundi 6 mai, avec le soutien des centrales syndicales et des partis de gauche, 15 000 personnes se mobilisent. Dans la soirée, de nouveaux incidents éclatent. Le mardi 7, à Paris, c'est la « nuit des marcheurs » : des milliers d'étudiants occupent une partie de la nuit la place de l'Étoile avant de repartir vers le Quartier latin. Nouvelle nuit de violences. Le mouvement fait tache d'huile dans les villes de



province : Toulouse, Nantes, Lyon, Lille, Bordeaux, Marseille... Tout indique que le mouvement échappe à un encadrement classique. De jour en jour, la tension monte en violence, comme le montrent les images éloquentes prises sur le vif par Bruno Barbey dans les pages qui suivent.

Emblématique du piège dans lequel se trouve le pouvoir : la question de la réouverture de la Sorbonne. Geste d'apaisement nécessaire ou signe de faiblesse fatal ? Après avoir décidé de sa fermeture, les autorités académiques se trouvent dépossédées : c'est désormais l'affaire du seul gouvernement. Et un symbole de son autorité. « L'ordre public

sera maintenu », rappelle le Conseil des ministres du 8 mai. Cinq prix Nobel, dont François Mauriac, demandent au chef de l'État de faire un « geste susceptible d'apaiser la révolte des étudiants ». « Méprisable de démagogie », tranche de Gaulle. Le ministre de l'Éducation nationale envisage devant les députés la réouverture de la Sorbonne, à certaines conditions que refusent les leaders étudiants. « La lutte continue. » La tentative de désescalade tourne court. Finalement, c'est Pompidou qui, à son retour, le 12 mai, impose la décision. Il se croit en mesure de remettre les compteurs à zéro. Mais il est trop tard. Cela semble un geste de faiblesse.



C'est qu'entre-temps tout a basculé, lors du deuxième vendredi rouge de Mai, dans la nuit d'émeutes du 10 au 11 mai, lorsqu'à la suite d'un rassemblement impressionnant place Denfert-Rochereau, Daniel Cohn-Bendit lance le mot d'ordre de l'occupation du Quartier latin et que, spontanément, dans toutes les rues autour de la Sorbonne, des étudiants érigent une quarantaine de barricades. Un parfum de révolution plane sur Paris. Le pouvoir tente d'ouvrir des négociations sur les revendications étudiantes. Radio Luxembourg fait le récit minute par minute de la situation, jusque dans le bureau du pauvre recteur Jean Roche qui, sans le savoir, a laissé entrer Cohn-Bendit dans la délégation de professeurs menée par Alain Touraine. Alain Peyrefitte appelle Roche au téléphone : « N'avez-vous pas un étudiant roux, un peu joufflu dans votre bureau ? » La scène fait partie du folklore de Mai. Elle montre un pouvoir dépassé et ridiculisé. Mais le nettoyage des barricades est engagé dans la nuit sous le contrôle du préfet Grimaud : pas un coup de feu tiré, mais des charges violentes et l'utilisation, d'abord niée, de chlore et de phosphore, laissent des traces dans les esprits. La concession de Pompidou, la réouverture de la Sorbonne le 13 mai, ne changera rien. La fracture entre le pays et le pouvoir s'accroît. Symboliquement, en ce jour de grève générale, les manifestants entonnent « Dix ans ça suffit ». Au demeurant, une autre

révolte pointe : celle du monde ouvrier. Elle avait commencé en Bretagne.

Ce qui fit la singularité du Mai 68 français, ce fût la contagion du mouvement dans l'ensemble de la société : la généralisation des grèves, les occupations des usines, débouchant sur une crise sociale et, partant, sur une crise de régime. Là encore, le gouvernement semble pris de vitesse. L'extension du mouvement est foudroyante. Dès le 16 mai, l'usine Renault de Boulogne-Billancourt est concernée. La jonction entre les forces syndicales et le mouvement étudiant est accomplie. Du 18 au 20, la grève se généralise : SNCF, Poste, mais aussi des milliers d'usines dans le pays. Le 23 mai, pic du mouvement, la France compte près de 7 millions de grévistes.

Ce déplacement de l'agitation sur le terrain social allait constituer pour le régime, à la fois une menace de basculement dans la guerre civile et une formidable planche de salut. Il donnait une matérialité tant aux revendications qu'à la menace politique. Le départ du général de Gaulle en voyage officiel en Roumanie permettait au Premier ministre de reprendre la main. Alors, Georges Pompidou fit preuve de son immense sang-froid et de sa maestria politique. Il comprit très vite que ses alliés principaux se trouvaient dans le camp de l'ennemi : le parti communiste et la CGT. Dès le début du mois de mai, avant de partir en Iran, il s'en était intelligemment réjoui devant Alain Peyrefitte. Le matin du

3 mai, le quotidien communiste *l'Humanité* publia un éditorial du patron du parti communiste, George Marchais, sous le titre « De faux révolutionnaires à démasquer », dans lequel l'auteur dénonçait les groupuscules dirigés par « l'anarchiste allemand Cohn-Bendit ». « Ils doivent être énergiquement combattus », écrivait-il. Pompidou téléphona sur-le-champ à Peyrefitte : il avait tout compris, il avait compris ce que le général de Gaulle ne perçut jamais. La cause était entendue.

Le tour était joué ! Certes, Mai ne faisait que commencer, et les deux dernières semaines du mois furent riches en événements qui, en tous domaines, justifèrent que l'opinion inquiète se maintînt en éveil. L'agitation étudiante ne désarmait pas, le climat social restait tendu. La gauche politique croyait venue sa chance. Et pour brocher sur le tout, de Gaulle disparaissait pour quelques heures. Autant d'épiphénomènes et d'illusions, car la crise était en voie de résolution depuis que l'instinct de survie respectif de la droite conservatrice et de la gauche communiste avait logiquement réuni leurs forces pour le plus grand profit de leurs intérêts et sans doute aussi de l'intérêt national, supérieur, il faut bien l'avouer, à l'équilibre existentiel d'une communauté étudiante adolescente. C'est ainsi que, sous le patronage du « gouvernement des deux Georges » Georges Pompidou et Georges Séguy, patron de la CGT, furent signés le 27 mai dans le plus grand secret les fameux accords de Gre-

nelle. Ceux-ci ne mirent pas fin dans l'heure à la crise de mai, mais ce fut tout comme, ils en verrouillèrent l'issue politique, à l'insu du président de la République. Le mot de la fin le plus savoureux est du leader communiste Waldeck Rochet : « Le général n'a pas le droit de partir. » On retiendra également, en guise de morale de cette fable, un jugement très pertinent de Georges Pompidou, qui date du 21 mars 1968. Le Premier ministre n'avait pas attendu la suite des événements pour porter un regard perçant sur leur dénouement. C'était devant les jeunes gaullistes. Il dit ceci : « Il faut que les jeunes apportent la remise en cause de tout et les hommes mûrs la remise en ordre de tout. » Toute l'histoire de Mai 68 est contenue dans cette maxime, qui définit précisément la portée de l'événement, cet étrange événement qui tient à la fois du canular, de la fête, de l'illusion et, pour tout dire, de l'erreur historique. ■

CI-CONTRE.

L'université de la Sorbonne (Paris, 5^e arrondissement) occupée par les étudiants, début juin.

PAGES SUIVANTES.

À l'angle de la rue du Four et du boulevard Saint-Germain (Paris, 6^e arrondissement), le 6 mai.



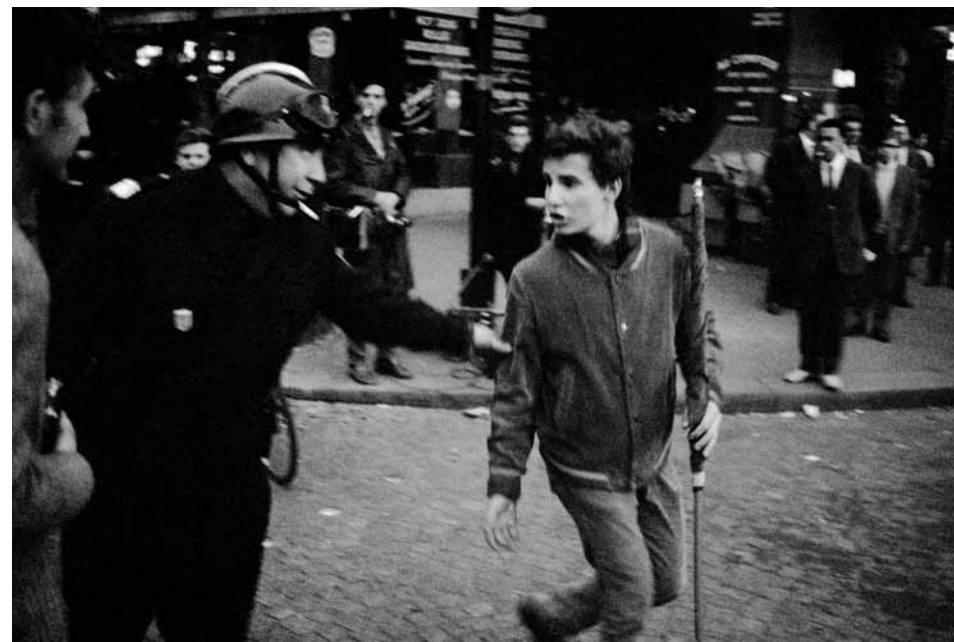




CI-DESSUS. À l'angle de la rue du Four et du boulevard Saint-Germain (Paris, 6^e arrondissement), le 6 mai.

CI-CONTRE, EN HAUT. Gendarmes mobiles sur le boulevard Saint-Germain (Paris, 6^e arrondissement), le 6 mai.

CI-CONTRE, EN BAS. Manifestant et CRS sur le boulevard Saint-Germain (Paris, 6^e arrondissement), le 6 mai.





CRS et manifestants
s'affrontent devant la
faculté de médecine,
sur le boulevard
Saint-Germain (Paris,
6^e arrondissement),
le 6 mai.



CI-DESSUS.
Manifestants
sur le boulevard
Saint-Germain (Paris,
6^e arrondissement),
le 6 mai.

PAGES SUIVANTES.
Charge de CRS
au carrefour
Mabillon (Paris,
6^e arrondissement),
le 6 mai.





Sur le boulevard
Saint-Germain (Paris,
6^e arrondissement),
des étudiants jettent
des projectiles sur
la police, le 6 mai.



Manifestants à l'angle
de la rue du Four
et du boulevard
Saint-Germain (Paris,
6^e arrondissement),
le 6 mai.



Face au meilleur, la bière "33" est prête à relever le défi.

Stop

ONCK



**PAGES
PRÉCÉDENTES.**

Le 6 mai, des manifestants arrachent des panneaux publicitaires dans le Quartier latin (Paris, 6^e arrondissement).

CI-CONTRE. CRS et manifestants s'affrontent sur le boulevard Saint-Michel (Paris, 6^e arrondissement) au cœur du Quartier latin, le 6 mai.



CI-DESSUS. CRS blessé après un affrontement sur le boulevard Saint-Germain (Paris, 6^e arrondissement), le 6 mai.

CI-CONTRE, EN HAUT. Un CRS porte secours à l'un de ses camarades blessé après un affrontement

avec les manifestants sur le boulevard Saint-Germain (Paris, 6^e arrondissement), dans la nuit du 6 mai.

CI-CONTRE, EN BAS. Les CRS s'attaquent aux barricades de la rue Gay-Lussac (Paris, 5^e arrondissement), le 10 mai.



CI-CONTRE. Rue Gay-Lussac (Paris, 5^e arrondissement), le 10 mai, des étudiants forment une chaîne en se transmettant des pavés pour ériger des barricades.

PAGES SUIVANTES. Barricade de pavés, à l'angle des rues Gay-Lussac et Saint-Jacques (Paris, 5^e arrondissement), le 10 mai.







CI-CONTRE. Barricade
sur le boulevard
Saint-Michel (Paris,
6^e arrondissement),
le 10 mai.

PAGE 44, EN HAUT.
Voitures incendiées
rue Gay-Lussac (Paris,
5^e arrondissement),
le 10 mai.

PAGE 44, EN BAS.
Manifestants sur
le boulevard
Saint-Michel (Paris,
6^e arrondissement),
dans la nuit du 10
au 11 mai.

PAGE 45, EN HAUT.
Explosion de grenades
lacrymogènes sur
le boulevard
Saint-Michel (Paris,
6^e arrondissement),
dans la nuit du 10
au 11 mai.

PAGE 45, EN BAS.
Les cocktails molotov
séviennent sur
le boulevard
Saint-Michel (Paris,
6^e arrondissement),
dans la nuit du 10
au 11 mai.





CI-DESSUS. Des étudiants occupent une barricade sur le boulevard Saint-Michel (Paris, 6^e arrondissement), dans la nuit du 10 au 11 mai.

CI-CONTRE, EN HAUT. Un étudiant blessé est évacué sous le regard des CRS, dans la nuit du 10 au 11 mai, à Paris (6^e arrondissement).

CI-CONTRE, EN BAS Voiture renversée au Quartier latin (Paris, 6^e arrondissement), dans la nuit du 10 au 11 mai.





PAGES PRÉCÉDENTES.
Barricade sur la rue Gay-Lussac (Paris, 5^e arrondissement), le 11 mai au matin.

CI-CONTRE. La rue Gay-Lussac (Paris, 5^e arrondissement), le 11 mai au matin.

PAGE 52, EN HAUT.
Angle des rues Gay-Lussac et Royer-Collard (Paris, 5^e arrondissement), le 11 mai au matin après une nuit d'affrontements.

PAGE 52, EN BAS.
Voiture renversée sur la rue Gay-Lussac (Paris, 5^e arrondissement), le 11 mai au matin.

PAGE 53. La rue Gay-Lussac (Paris, 5^e arrondissement), le 11 mai au matin.





CI-CONTRE. À Paris, la manifestation unitaire ouvriers-étudiants, entre la République (11^e arrondissement) et Denfert-Rochereau (14^e arrondissement), rassemble 1000 000 de personnes le 13 mai.

PAGE 56, EN HAUT. Manifestation unitaire ouvriers-étudiants à Paris, entre la République (11^e arrondissement) et Denfert-Rochereau (14^e arrondissement), le 13 mai.

PAGE 56, EN BAS. Étudiants manifestant sur le boulevard Raspail (Paris, 14^e arrondissement), avant le meeting du stade Charléty 13^e arrondissement), le 13 mai.

PAGE 57. Manifestation gare de Lyon (Paris, 12^e arrondissement).

PAGE 58. Le 14 mai, des étudiants occupent le parvis de l'université de la Sorbonne (Paris, 5^e arrondissement).

PAGE 60. Jacques Sauvageot, l'un des animateurs du mouvement étudiant, prend la parole lors d'une manifestation nocturne devant l'usine Renault de Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine) en grève, le 17 mai.







ARMANDVS IOANNES CARD DVX RICHELIVS SORBONAE PROVINCIAE
AEDIFICAVIT DOMVM ET EXALTAVIT TEMPLVM S DOMINO MDC

LOUIS PASTEUR





PAGE 61, EN HAUT.
Dialogue entre une étudiante et des grévistes à l'usine Renault de Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine) le 17 mai.

PAGE 61, EN BAS.
Les revendications des grévistes devant l'usine Renault de Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), le 17 mai.

CI-DESSUS. Devant l'usine Renault de Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine) en grève, le 17 mai.

CI-CONTRE. Devant l'usine Renault de Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine) en grève, le 17 mai.





CI-CONTRE.
L'usine Citroën
en grève, quai
de Javel (Paris,
15^e arrondissement),
le 20 mai.

PAGES SUIVANTES.
Les effets de la grève
des éboueurs à Paris,
le 23 mai.





Les forces de l'ordre devant le cinéma Le Rex, lors d'une manifestation sur les Grands-Boulevards (Paris, 2^e arrondissement), le 24 mai.



CI-DESSUS. Les affiches des cinémas habillent les barricades rue de Lyon, près de La Bastille (Paris, 12^e arrondissement), le 24 mai.

PAGE 70, EN HAUT. Rassemblement unitaire ouvriers-étudiants au stade Charléty (Paris, 13^e arrondissement), le 27 mai.

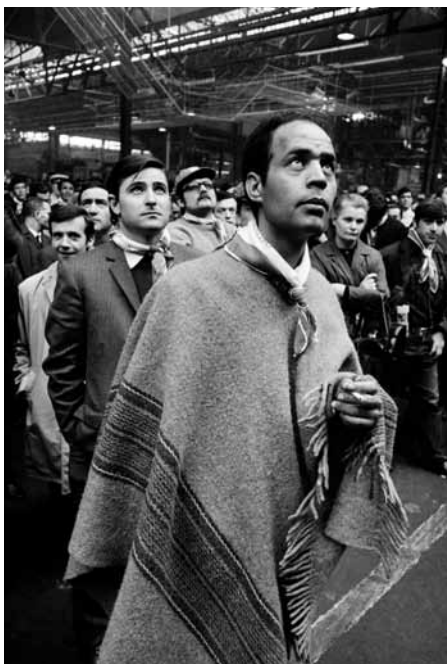
PAGE 70, EN BAS. Défilé entre le boulevard Raspail (Paris, 14^e arrondissement) et le stade Charléty (Paris, 13^e arrondissement), le 27 mai. Au centre, Jacques Sauvageot, l'un des animateurs du mouvement étudiant.

PAGE 71. Rassemblement unitaire ouvriers-étudiants au stade Charléty (Paris, 13^e arrondissement), le 27 mai.





Meeting de la CGT
à l'usine Renault en
grève de Boulogne-
Billancourt (Hauts-
de-Seine), le 27 mai.
Les grévistes sont
rassemblés pour
s'informer sur les
Accords de Grenelle.



**ICI ET PAGES
SUIVANTES.** Meeting
de la CGT à l'usine
Renault en grève de
Boulogne-Billancourt

(Hauts-de-Seine), le
27 mai. Les grévistes
sont rassemblés pour
s'informer sur les
Accords de Grenelle.





CI-CONTRE, EN HAUT.

Daniel Cohn-Bendit, l'un des animateurs du mouvement étudiant, lors du meeting à l'université de la Sorbonne (Paris, 5^e arrondissement) du 28 mai.

CI-CONTRE, EN BAS.

Henri Weber, l'un des animateurs du mouvement étudiant et cofondateur de la Ligue communiste révolutionnaire, lors du meeting à l'université de la Sorbonne (Paris,

5^e arrondissement) du 28 mai. Plus tard, il deviendra sénateur puis député européen.

Derrière lui, Daniel Cohn-Bendit, lui-même futur député européen.

CI-DESSUS. Jean-Paul Sartre, écrivain et philosophe, lors du meeting des étudiants à l'université de la Sorbonne (Paris, 5^e arrondissement) du 28 mai.







PAGES PRÉCÉDENTES.

Meeting dans l'amphithéâtre Richelieu de la Sorbonne (Paris, 5^e arrondissement), le 28 mai. Sur l'estrade, les drapeaux noir et rouge.

CI-DESSUS. Après le meeting étudiant, l'amphithéâtre Richelieu de l'université de la Sorbonne (Paris, 5^e arrondissement) se transforme en dortoir, le 28 mai.

CI-CONTRE, EN HAUT.

Devant l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences Po), rue Saint-Guillaume (Paris, 6^e arrondissement).

CI-CONTRE, EN BAS.

Des affiches communistes décorent les accès de l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences Po), rue Saint-Guillaume (Paris, 6^e arrondissement).





CRS-NATION
DE GAUCHE
A COLOMBEY
ADIEU!

GOUVERNEMENT
INCAPABLE

RADIO,
TV, ETAT
MENSONGE

VIVE NOIRE

CRS-SS

POMPIDOU

FRANCO

COHN-BENDITT

FOUCHET

NON

A LA REPRESSION
A L'OPPRESSION

LIBERTE POUR
COHN-BENDITT

CRS-SS

MEILLEURS ACTES
LA LUTTE
TRAVAIL CONTRE
ANTI-BOULAI

CRS-SS
VIVE NOIRE

Bureau de l'ordre
20-22 rue de la



PAGES PRÉCÉDENTES.
Fin de la manifestation de la CGT à Paris devant la gare Saint-Lazare (8^e arrondissement), le 29 mai.

CI-DESSUS.
Manifestation de la CGT à Paris, le 29 mai.



Manifestation de la CGT à Paris, le 29 mai.



CI-DESSUS. Partisans du général de Gaulle place de la Concorde (Paris, 8^e arrondissement), lors de la manifestation du 30 mai.

CI-CONTRE. Manifestation en soutien au général de Gaulle, de la place de la Concorde à l'Arc de Triomphe (Paris, 8^e arrondissement),

le 30 mai. Selon les sources, entre 300 et 500 000 personnes y ont participé.



Manifestation en soutien au général de Gaulle, de la place de la Concorde à l'Arc de Triomphe (Paris, 8^e arrondissement), le 30 mai. Ici, les Champs-Élysées.





Manifestation en soutien au général de Gaulle sur les Champs-Élysées (Paris, 8^e arrondissement), le 30 mai. À la une du journal *France Soir* : « Je reste », « Je garde Pompidou ».



Partisans du général de Gaulle place de la Concorde (Paris, 8^e arrondissement), lors de la manifestation du 30 mai.



CI-CONTRE, EN HAUT.

Manifestation en soutien au général de Gaulle, de la place de la Concorde à l'Arc de Triomphe (Paris, 8^e arrondissement), le 30 mai. Ici, la place du Trocadéro.

CI-CONTRE, EN BAS.

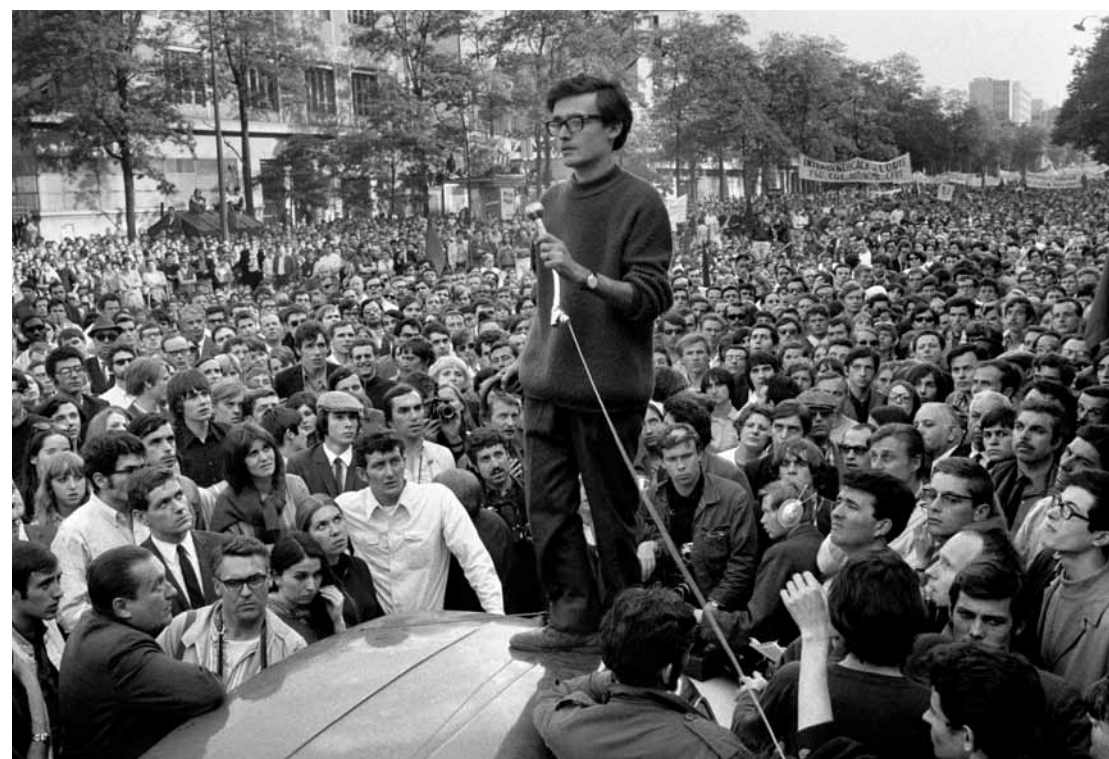
Georges Pompidou, Premier ministre, quitte le palais de l'Élysée (Paris, 8^e arrondissement) à la fin du conseil des ministres du 30 mai, avec le soutien du général de Gaulle.

CI-DESSUS.

Le théâtre de l'Odéon (Paris, 6^e arrondissement), occupé par les étudiants depuis le 15 mai.



Manifestation
des étudiants,
Paris, le 1^{er} juin.



Manifestation
des étudiants,
du boulevard de
l'Hôpital à la gare
d'Austerlitz (Paris,
13^e arrondissement),
le 1^{er} juin.



CI-DESSUS. Les CRS se dirigent vers l'usine Renault en grève, à Flins-sur-Seine (Yvelines), le 7 juin.

CI-CONTRE, EN HAUT. Une barricade devant l'usine Renault en grève, à Flins-sur-Seine (Yvelines), le 7 juin.

CI-CONTRE, EN BAS. Les bateliers en grève bloquent l'écluse de Bougival (Yvelines).



CI-CONTRE.

Barricades et manifestants vers 4 heures du matin, rue de Vaugirard (Paris, 15^e arrondissement), dans la nuit du 10 au 11 juin.

PAGES SUIVANTES.

Forces de police déployées à l'angle du boulevard Pasteur et de la rue de Vaugirard (Paris, 15^e arrondissement), à la suite des manifestations du 10 juin.









PAGES PRÉCÉDENTES. Angle du boulevard Pasteur et de la rue de Vaugirard (Paris, 15^e arrondissement), lors des manifestations de la nuit du 10 au 11 juin.

CI-DESSUS. À l'angle du boulevard Pasteur et de la rue de Vaugirard (Paris, 15^e arrondissement), lors des manifestations de la nuit du 10 au 11 juin.

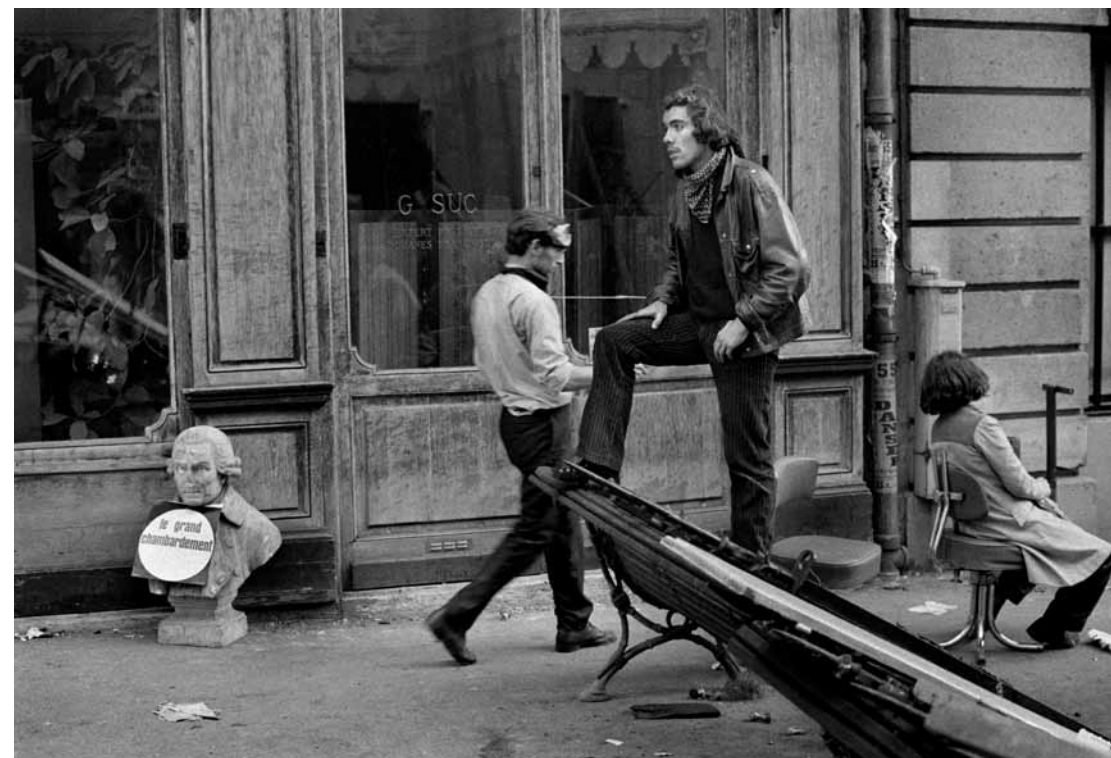
CI-CONTRE. Mustapha Saha, cofondateur du Mouvement du 22-Mars, sur une barricade devant l'École de Médecine, rue des

Saints-Pères (Paris, 6^e arrondissement), le 12 juin, à 6 heures du matin, avant une charge des CRS.





Des étudiants tiennent la dernière barricade devant l'École de Médecine (Paris, 6^e arrondissement), le 12 juin, à 6 heures du matin. Elle sera démantelée par la police quelques heures plus tard.



Un étudiant sur la dernière barricade devant l'École de Médecine (Paris, 6^e arrondissement), le 12 juin, à 6 heures du matin. Elle sera démantelée par la police quelques heures plus tard.





PAGES PRÉCÉDENTES.

Les photographes de presse devant le théâtre de l'Odéon (Paris, 6^e arrondissement) évacué par la police, le 14 juin.

CI-CONTRE.

Un CRS et des passants devant le théâtre de l'Odéon (Paris, 6^e arrondissement), avant l'évacuation des lieux par la police (le 14 juin).

CI-DESSUS.

Évacuation du théâtre de l'Odéon (Paris, 6^e arrondissement) par la police, le 14 juin.

PAGES SUIVANTES.

Obsèques de Gilles Tautin, lycéen qui s'est noyé lors d'une intervention des CRS à l'usine Renault de Flins-sur-Seine (Yvelines), à Paris, le 15 juin.





Manifestation durant les obsèques de Gilles Tautin, lycéen qui s'est noyé lors d'une intervention des CRS à l'usine Renault de Flins-sur-Seine (Yvelines), à Paris, le 15 juin.



Manifestation durant les obsèques de Gilles Tautin, lycéen qui s'est noyé lors d'une intervention des CRS à l'usine Renault de Flins-sur-Seine (Yvelines), à Paris, le 15 juin.



CI-CONTRE. L'École des beaux-arts (Paris, 6^e arrondissement), l'un des centres de création des affiches politiques de la période.

PAGES SUIVANTES. Affiches politiques sur les murs de l'École de Médecine (Paris, 6^e arrondissement).



JUSQU'A LA VICTOIRE



LA LUTTE CONTINUE



LE CONTINGENT NE SERA PAS BRISEUR DE GREVE



TOUTE LA PRESSE EST TOXIQUE



INFORMATION LIBRE



NON A LA BUREAUCRATIE

REFORMES CHLOROFORME



POUVOIR POPULAIRE

SALAIRES LEGERS CHARS LOURDS



NOUS SOMMES LE POUVOIR

BAS LES MASQUES



TRICONTINENTALE SORBONNE



L'ELAN EST DONNE LUTTE PROLONGEE



INFORMATION LIBRE

NOTRE LUTTE CONTINUE



LA POLICE S'AFFICHE AUX BEAUX ARTS



Achtung!



solidarité effective étudiants travailleurs



L'ELAN EST DONNE LUTTE PROLONGEE



TRAVAILLEURS DE RENAULT-FLINS LA VICTOIRE EST A NOUS

OTZ MUNISVE

PORTES OUVERTES EN MEDECINE

INDÉPENDANCE AUTONOMIE

ORTF

DANS LA MÊME COLLECTION

Birmanie, 7 jours au Myanmar

par 30 photographes

Collectif

Chine

Photographies Bruno Barbey

Textes Jean Loh

Istanbul

Photographies Ara Güler

Textes Orhan Pamuk

Sinan

Photographies Ara Güler

Textes John Freely et Augusto Romano Burelli

Tahiti 1904-1921

Photographies Lucien Gauthier

Textes Serge Kakou

Tibet en exil

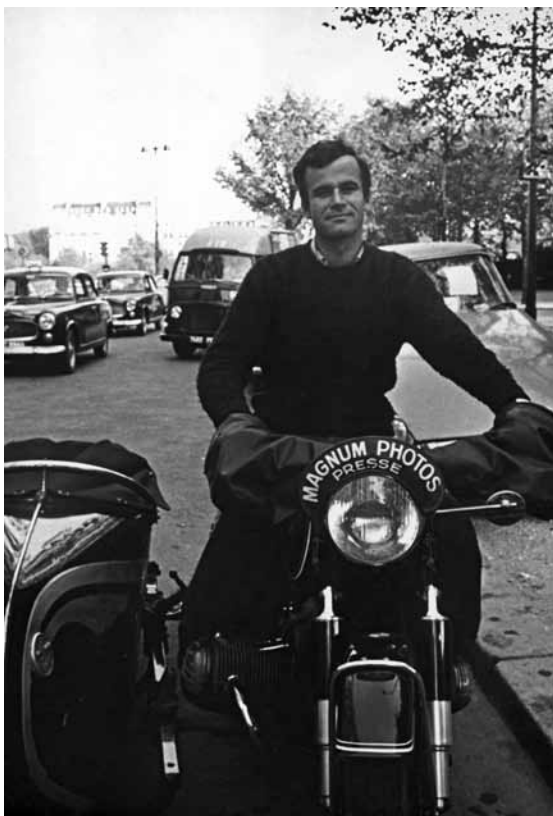
Photographies Raghu Rai

Textes du dalaï-lama et de Jane Perkins

Visages du xx^e siècle

Photographies Ara Güler

Textes Benoît Heimermann



Le photographe Bruno Barbey, mai 1968.

Ouvrage imprimé sur Fedrigoni XPer Premium White 140 g/m² pour l'intérieur
et Fedrigoni XPer Premium White 320 g/m² pour la couverture.

Les Éditions du Pacifique remercient Fedrigoni pour son implication
et la Sopedi pour sa patience et ses précieux conseils.

Achévé d'imprimer en avril 2018
sur les presses de Sopedi, France.

